

# SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

## ◆ Québec

« Prendre en otage les malades et les vieillards » pour forcer une négociation, n'est pas acceptable, a encore dit M. Johnson qui a affirmé que la décision de recourir à la grève changeait bien des choses pour le gouvernement.

Entre-temps, à Victoriaville où il faisait campagne le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau a commenté cette affaire en faisant valoir que même s'il approuvait plusieurs revendications des infirmières il ne pouvait accepter une grève illégale de ces dernières. « Dans un tel cas a dit M. Parizeau, je vois difficilement qu'un gouvernement n'applique pas la loi 160 sur les services essentiels. »

Cependant M. Parizeau, qui pense que les négociations ont été menées maladroitement, estime que le gouvernement pourrait continuer de négocier notamment sur les postes réguliers et le temps partiel ainsi que sur l'échelle salariale de base.

La rencontre de négociation prévue pour ce matin aura lieu mais il sera question d'autre chose que de négociation. « On parlera de processus », dit M. Johnson en parlant d'informations sur la loi 160 et ses conséquences fâcheuses.

Sur le fond, le gouvernement n'aurait pas de toute façon été disposé à négocier longtemps puisque les démandes syndicales apparaissent à M. Johnson comme « de la haute volée et de la fantaisie ».

« Nous sommes allés à la limite de ce que l'État pouvait consentir au mois de juin », a dit M. Johnson qui invite les infirmières à plus de modestie dans leurs exigences. « Elles ont obtenu une convention qui dans 17 mois en feront les infirmières les mieux payées au Canada. Elles ne doivent pas penser rattraper en une seule journée le retard accumulé au fil de 30 années de négociations, a poursuivi le ministre en soulignant que ni la CSN, ni la FTQ avaient de telles exigences au chapitre de l'équité salariale.

Les nouvelles demandes adressées au gouvernement par les infirmières (10 % d'augmentation en 89 au lieu de 4 %) équivalraient à près de \$ 1 milliard de plus, soutient M. Johnson. Une fois la même augmentation accordée aux autres employés de l'État, c'est, à son avis, de \$ 7 à \$ 8 milliards de plus qu'il en coûterait au gouvernement.

« Veut-on intimider les infirmières ? », demande Diane Lavallée en disant espérer toutefois que le gouvernement n'en n'est pas rendu là. « Il a tout avantage à s'asseoir avec nous et à reprendre de bonne foi les négociations pour en arriver à une entente qui soit négociée et non imposée », affirme la présidente de la FIQ.

« C'est, prétend-elle, l'objectif que le gouvernement doit viser s'il est responsable et s'il veut régler les problèmes de pénurie des infirmières, rétablir un bon climat de travail, revaloriser une profession qui est en régression et assurer à la population des services de qualité. « On n'a jamais rien obtenu de bon en imposant des choses », dit-elle.

Le gouvernement, soutiennent les dirigeants de la FIQ, ne peut remettre à 1991 un repositionnement salarial dont il reconnaît lui-même la légitimité. La présidente de la FIQ répete que c'est en 1989 que les infirmières veulent voir leur salaire corrigé.

« Alors que le gouvernement se lance dans la grande valse des centaines de millions en promesses électorales, il refuse toujours de consentir les \$ 53 millions de plus que cela représente pour 1989. »

Les infirmières s'indignent d'autant plus de ce refus que le Conseil du trésor a dégagé une somme équivalente à 8 % de la masse salariale pour les cadres des établissements de santé à compter du 1er juillet dernier, tout en refusant de dépasser le 4 %, en 1989, pour les infirmières de ces mêmes établissements.

« Le gouvernement a la capacité de payer pour certains, mais pas pour les autres », se plaint Mme Lavallée qui qualifie la situation « d'iniquité flagrante ».

Si grève il y a, la FIQ, qui regroupe 41,000 membres au Québec, s'engage à assurer à la population les services essentiels dans l'ensemble des 425 établissements où elle est présente. Des services essentiels que les infirmières ont elles-mêmes définis en adoptant le printemps dernier une politique à cet effet.

Ainsi, elles promettent de maintenir 100 % du personnel infirmier sur les unités vitales (urgences, soins intensifs, hémodyalyse, etc.), mais un personnel minimum sur les départements de soins généraux et de soins prolongés. Elles comptent, pour assurer la relève, sur la présence des médecins, des cadres, des préposés aux bénéficiaires, etc.

De plus, ont-elles précisé hier en conférence de presse, elles laisseront libre accès, en tout temps, aux établissements de santé, aux bénéficiaires et aux visiteurs.

Les infirmières ont donné au cours du référendum de jeudi dernier une majorité de 74 % à la proposition du conseil fédéral de la FIQ de déclencher une grève générale au moment opportun. Quatre établissements d'importance se sont prononcés contre la grève : la Cité de la Santé de Laval, l'hôpital de Lachine, l'hôpital Charles-Lemoyne, sur la Rive-Sud, et l'hôtel-Dieu de Roberval.

La FIQ s'apprête à aller chercher un vote de ralliement auprès des infirmières de ces établissements et des autres qui ont voté contre la grève.

Enfin, l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ) a déjà ordonné, hier, la décision de la FIQ. « Elle s'engage dans une aventure aussi périlleuse qu'une grève illégale qui ne règlera

rien, sauf de créer le cahot dans le milieu hospitalier », a dit, dans une réaction préliminaire, son directeur des communications, M. Michel Cléroux. L'AHQ fera connaître sa position aujourd'hui.

## ◆ d'Errico

que « M. D'Errico sera le responsable de la campagne ».

M. Bibeau a reconnu la paternité de ces propos, mais il affirme catégoriquement que « c'était en juin, avant la démission de M. D'Errico ». Une responsable du CEDA, Mme Léonie Challes, a confirmé hier avoir loué ses locaux le 31 juillet au parti Libéral.

La campagne sectorielle, qui permet à l'argentier démissionnaire d'occuper officiellement comme toute l'essentiel des fonctions qu'il était censé avoir cédées à son successeur, au dire de M. Bourassa, s'inscrit dans le cadre des stratégies du « Comité du plan » que préside le chef de cabinet du premier ministre, M. Mario Bertrand.

« M. D'Errico était le grand argentier du parti depuis 1980, son expertise est considérable, et nous serions fous de nous en passer. Quant à moi, j'aurais même aimé qu'il fût plus actif encore durant la campagne. Personnellement, il ne sollicite pas de fonds, que je sache, mais il est si connu que c'est peut-être lui qu'on sollicite, en quelque sorte, et je ne vois pourquoi il devrait refuser des contributions si on préfère passer par lui pour les remettre au parti », a ajouté M. Bibeau, en signalant que les fruits de la souscription ne seront pas utilisés durant la présente campagne, « mais réservés pour la prochaine, et pour les dépenses du parti à compter de 1990 ».

« Ainsi, contrairement aux péquistes, nous ne sommes jamais pris les culottes baissées par l'annonce d'un scrutin », a-t-il dit encore, cette fois sur un ton blagueur.

« Il s'agit d'une campagne centralisée, pour éviter précisément des campagnes parallèles, et en assurer l'intégrité. Un homme seulement est désigné pour chacun des comités, et tout est centralisé sur la permanence du parti. Mais les fonds seront ensuite distribués, en parts grossièrement égales, comme d'habitude, pour assurer les dépenses courantes du parti, garnir la caisse de la campagne suivante, contribuer aux fonds électoraux des comités, et verser leur quote-part aux associations locales », a-t-il expliqué.

« Quant à la construction de notre nouveau siège social, le parti a déjà les fonds qu'il lui faut, et la campagne de souscription est étrangère à ce projet. Ce ne sera pas un immeuble de prestige, deux ou trois étages, mais on sera chez nous », a-t-il précisé.

M. D'Errico est appuyé dans sa tâche par une équipe de bénévoles. Le « grand comptable » de l'opération est M. Jean Gauthier, directeur des services financiers du parti, avec le soutien de M. Yves Rajotte, adjoint administratif au financement, qui fut le bras droit de M. D'Errico lorsque celui-ci succéda l'année dernière à M. Guy Bacon, frère de l'actuelle ministre de l'Environnement.

On se souviendra qu'il revient à MM. D'Errico et Frank Fava, un militant de Québec, d'avoir l'année dernière convaincu les militants d'appuyer une résolution pour doter le parti Libéral d'un siège social bien à lui à Montréal, dans le quartier Saint-Michel, un immeuble neuf qui coûterait moins de \$ 2 millions. Le projet fut adopté par l'exécutif du parti en avril dernier.

Le « comité du plan », aux réunions duquel M. D'Errico assiste régulièrement, portait une appellation différente, au printemps dernier, le « plan 125 », dont la stratégie consistait à faire élire 125 candidats libéraux sur 125, une trouvaille de l'actuel président du parti Libéral, M. Robert Benoit, aujourd'hui candidat dans Orford.

Le comité fut ramené à des proportions numériques légèrement plus modestes — on l'appelle aussi le « comité des 100 » — mais sans changer d'orientation, lorsque M. Bourassa, l'oeil sur les sondages, se rendit compte qu'effectivement le parti ministériel risquait de balayer littéralement tout le Québec s'il déclenchait les élections en juin dernier, une perspective que ses souvenirs d'une victoire trop décisive en 1973 — 102 comités sur 110 — n'enchantaient pas du tout. Le scrutin fut alors reporté au 25 septembre.

M. Bourassa a reconnu, à l'occasion du congrès de la commission jeunesse du parti, à Sherbrooke, il y a quelques semaines, que M. D'Errico prêtait en effet son concours à M. Deschênes pour le « roder » dans ses nouvelles fonctions, ce dernier ne faisant pas figure de notoriété dans le parti. Mais le premier ministre évita, en tournant visiblement la question, d'assurer les électeurs que M. D'Errico ne sollicitait plus de fonds.

« Que M. D'Errico collabore étroitement avec M. Deschênes, c'est tout naturel. Il devait de toutes manières quitter la commission des finances du parti au lendemain du 25 septembre, et il nous fallait assurer sa relève. Comme vous savez, M. D'Errico a fait tout un succès de nos campagnes de financement », a rappelé avec justesse M. Bibeau.

Le rapport du Directeur général des élections du Québec, publié en mai dernier, révèle en effet que la campagne de financement libérale en 1988 rapporta \$ 7,2 millions, dont seulement \$ 1,5 millions en contributions directes, le reste provenant d'« événements spéciaux » comme des tournois de golf ou autres divertissements semblables. En exemple, un comitét organisé le 25 août 1988 en l'honneur de M. Bourassa dans le comté de Saint-Laurent rapporta à lui seul la somme de \$ 101,850. Le prix d'entrée était \$ 1,000. Le 5 décembre de la même année, un dîner organisé à Montréal regroupa autour de lui une vingtaine d'hommes d'affaires. Le billet se vendit alors \$ 2,500.

## ◆ Le lobby

chose savamment entretenue autour des déchets industriels; avec les menaces des infirmières, des enseignants, des fonctionnaires, des employés d'Hydro-Québec; avec les juges qui, pour quelques dollars de plus, boycotteront la rentrée judiciaire; avec la FTQ, l'UPA, les assistants sociaux, et combien d'autres groupes vociferants qui tentent d'infléchir le gouvernement, la requête courtoise des commissions scolaires a peu de chance de déranger quiconque. La rentrée sera sûrement plus perturbée par les mouvements et les pressions des enseignants.

Décidément, les patrons scolaires manquent de moyens lourds et de muscle. D'autant que leur champ d'intérêt est moins à la mode qu'il le fut naguère. Selon l'air du temps, les deux « E » à la sauce du jour, l'Environnement et l'Économie, constituent le moteur d'une nouvelle prospérité. Mais il est dangereux d'ignorer les besoins du fantomatique troisième « E », surtout ceux du réseau scolaire primaire et secondaire, rappelle M. Simms avec pertinence. « Sans un engagement ferme et irrévocable d'injecter des fonds dans les écoles du Québec, c'est l'avenir de nos enfants qui est compromis. Les exigences, au plan scolaire, d'un marché en évolution constante, sont telles que les commissions scolaires ne peuvent y répondre sans un plus grand appui du gouvernement. »

Repris d'année en année, ce refrain fait écho aux compressions et coupures de toutes sortes subies sans marguerite depuis dix ans. Seulement pour se remettre à flot, pour recommencer à remplir modestement le mandat ferme qui est le leur, les commissions scolaires réclament environ \$ 400 millions. C'est énorme. Mais si les contraintes du début de la décennie s'imposaient, en raison de la grave récession qui sévissait alors, qu'en est-il après six ans de relance et même de prospérité continue? Le retard accumulé et qui se fait sentir — les charges directes aux parents sont de plus en plus lourdes, tandis que les toits d'écoles coulent littéralement — n'ayant pu être comblé en période de vaches grasses, comment pourra-t-il l'être le ralentissement et les vaches maigres revenues?

Si déferente soit-elle, l'offensive des patrons d'écoles ne porte-t-elle pas un jugement terrible sur les quatre années d'intendance de M. Claude Ryan. « Non, répond M. d'Anjou; le ministre fait bien son devoir, mais c'est le ministère des Finances et le Conseil du trésor qui le bloquent. » Et de rappeler que cette parodie, cette pingrerie peut-on ajouter, ne date pas d'hier, mais de dix ans, alors que M. Jacques Parizeau lui-même occupait les deux postes névralgiques. Avec raison, les deux présidents déplorent que l'éducation ne frappe pas l'imagination et n'impressionne pas les médias. Son importance faiblit sur l'affiche électorale, au tableau pourtant bien garni des promesses et engagements. L'éducation est pourtant la clé de l'avenir, rappelle M. Simms. L'oublier, c'est mettre l'avenir en péril.

Il faut investir dans la matière grise ou régresser, lancent les deux présidents, mettant en garde contre les effets pervers du sous-financement. Mais ne soyons pas trop sévères. M. Ryan, qui se défend bien de quelque opportunisme électoral, a profité d'une récente tournée dans l'Outaouais pour annoncer des « investissements » de quelque \$ 18 millions dans le parc scolaire, dont plus de \$ 6,8 millions au Collège anglophone Heritage. Le ministre ne qu'il fasse la chasse aux votes, surtout anglophones, expliquant que ces bonnes nouvelles font suite à des années de négociations et de coopération.

Il est vrai qu'en raison de l'ampleur et de la lourdeur de la machine, tout projet de quelque envergure — qu'il s'agisse d'une autoroute ou du métro, par exemple, non choisi au hasard — nécessite des années de préparation et de discussion. Ce qui est surprenant, toutefois, c'est que, comme par hasard évidemment, un nombre imposant de ces initiatives majeures aboutissent en pleine campagne électorale.

Le grand et noble projet du troisième « E » a-t-il quelque chance de remonter au haut de l'affiche politique? À moins de vociférations et de débrayages, il est permis d'en douter : le rapport de forces est ailleurs. On peut quand même rêver.

## ◆ Sombre

des films du monde, il vient d'Argentine et porte le beau titre de *Ultimas Imágenes del Naufragio*; son auteur, puisqu'il s'agit de cinéma d'auteur, filme les dernières images d'un naufrage, celui d'une famille de survivants, une fille, ses trois frères, la mère, fiers et paumés, en attente de sauvetage.

Et ce très beau film montre aussi, entre-croisement qui fait sa force, la démarche d'un écrivain qui va monter dans cet équipage, y tenter d'y vivre, assister impuissant à la dislocation, y croiser la mort et découvrir l'amour.

Eliseo Subiela, qui signe le scénario et la réalisation de ce film sensible, a reçu en 1987 le prix de la critique au festival de Toronto pour *Hombre Mirando al Sudeste*. Projeté pour la première fois devant public hier (il n'est pas sorti en Argentine), *Ultimas Imágenes del Naufragio* (en espagnol, sous-titré en anglais) a été le film le plus applaudi depuis le début de la compétition.

On y suit le trajet d'un écrivain (magnifiquement joué par Lorenzo Quinteros) qui, las de sa vie grise de courtier d'assurances, reprend le chemin abandonné de l'écriture par le hasard de sa rencontre avec Estela, une fille qu'un jour il aperçoit sur le quai d'en face, dans le métro de Buenos Aires, et qu'il croit sur le point de se suicider. Elle avance à petits pas... il change de quai, arrive juste à temps pour la retenir.

Il l'emmène au restaurant. Elle a bon appétit. En fait, elle lui apprend que son apparente décision de sauter devant le métro est un truc pour s'at-

tirer un « client ». Le courtier-écrivain découvre soudain qu'il est devant un sujet de roman. Il lui propose de la payer, si elle raconte tout.

Et c'est là que le film prend le large. Estela vit dans une cambuse de la banlieue de Buenos Aires. Son père avait une entreprise mais il a tout perdu et a pris la fuite. Estela vit avec ses trois frères, l'un fait la gaffe, vit de petits vols, un autre travaille dans une usine aéronautique et rêve de voler, le troisième est légèrement dément et bifte sur le mur de sa chambre les mots qu'il n'emploiera jamais plus.

Un monde un peu à la Forcier, dans lequel la solidarité est en béton et dans lequel l'écrivain va difficilement avancer, entre les épaves. Subiela, sans complaisance, réussit un film parfaitement équilibré, où le ton sombre et grave s'élève comme un large mouvement d'opéra.

Parallèlement au sort de chacun, s'entre-glisse tout ce qui peut unir ou confronter le travail d'un écrivain avec la matière humaine, le vrai monde, pour reprendre l'expression de Tremblay. Le film montre très bien les limites de l'avancée romanesque dans la matière vraie. On y vit le drame de l'écrivain face à celui de cette famille argentine, où peu à peu et tour à tour il sera l'intrus, l'ami, le père manquant, le sauveur impuissant, le semblable.

Bref, une oeuvre, un film sobre et fort, sombre et fin, sourd et furieux, où tout, dans la catastrophe, est joué en retenue. Comme lorsqu'on glisse sans vouloir crier. Une réussite qui, c'est difficile à comprendre, n'avait attiré presque personne à la conférence de presse alors que ces Argentins repartiront peut-être avec le grand prix des Amériques.

L'Inde est le pays invité, cette année, au 13e FFM. Comme le sera la Chine l'an prochain, si Serge Losique ne revient pas sur cette incroyable invitation-bourde! Du cinéma indien, on a un aperçu en une douzaine de films, et l'un d'entre eux, *Sati*, de la cinéaste Aparna Sen, était projeté hier dans la compétition. Une longue chronique sur la vie d'une jeune Brahmane orthodoxe muette et orpheline, au début du 19e siècle, à qui son oncle n'arrive pas à trouver un époux, qu'un instituteur viole, et qui enceinte sera mise au ban du village et mourra.

Filmée sans grande originalité, cette histoire intéresse sur le plan ethnologique (on marie à un arbre des jeunes filles qui ne trouvaient pas mari) mais l'ensemble fait appliqué, le ton ressemble à une eau stagnante sans que ce soit un parti-pris. Et j'avoue que j'ai craqué, j'ai quitté la salle avant la fin. Ce film de plus de deux heures avait été précédé d'un court métrage touristique-poétique indien de 25 minutes!

Trois films de la compétition projetés le même jour (c'est le cas cinq jours sur 11), c'est trop pour un journaliste qui veut faire un travail décent. Avec les visionnements, les conférences de presse pour chacun de ces films, l'écriture et l'heure de tombée, il est des jours où l'estomac se rebiffe contre le sens logistique de M. Losique!

Hier, ma collègue Francine Laurendeau a vu à ma place le troisième titre de la compétition, *Meeting Place* du Yougoslave Goran Markovic, un film sous-titré en anglais. Ce film raconte l'aventure intemporelle d'un vieil archéologue qui découvre enfin ce qu'il a cherché toute sa vie : la pierre tombale qui permet le passage vers le royaume des morts.

Elle en dit ceci : « Cette idée est développée sur le ton de la comédie, une comédie agreste, rocailleuse et assez balourdise avec son jeu théâtral et ses effets attendus. Heureusement que l'histoire se corse lorsque nos héros, traversant à rebours le fleuve et les couleurs qui mènent vers l'au-delà, font d'étonnantes rencontres. Du fantastique bon enfant. Mais il aura fallu attendre le troisième tiers de ce film d'un intérêt relatif. »

## ◆ Vaste

« J'essaie depuis trois ans de souligner l'importance du problème de la drogue, et si vous croyez que cette question est importante au Canada, elle l'est tout autant pour le pays d'origine », devait-il ajouter.

On sait que le ministre de la Justice de la Colombie, madame Monica De Greiff, est présentement à Washington à la recherche d'appuis dans sa lutte aux trafiquants de stupéfiants. Plus tôt, un conseiller du président Bush, Brent Snowcroft, affirmait qu'il était « raisonnable » de croire que le président américain allait demander au Canada de participer aux efforts entrepris pour contrôler le trafic de drogue en Amérique.

Pour ce qui est de l'accord du lac Meech, M. Bouchard admet qu'il faut cibler les efforts dans les parties du pays où la ratification reste à venir, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick, mais la campagne sera globale et touchera toutes les régions du pays. Plus de deux ans après la ratification de cette entente par les premiers ministres, monsieur Bouchard constate qu'il y a un manque d'information, « les gens ne savent pas ce que c'est que l'accord du lac Meech ».

La campagne de sensibilisation du fédéral s'adressera donc d'abord aux citoyens et non aux gouvernements qui tardent à signer l'entente. Ottawa n'entend pas cependant se lancer dans une grande campagne de publicité comme ce fut le cas lors du débat sur l'accord du libre-échange. Il reviendra donc à tous les membres du gouvernement de faire un effort général pour que l'entente soit bien comprise.

Le ministre des Communications, Marcel Masse, croit que les vedettes et les membres anglophones du caucus conservateur doivent s'impliquer davantage dans ce débat. Selon lui, l'entente du lac Meech touche tous les Canadiens, pas seulement les Québécois. « S'il n'y a que les Canadiens français qui expliquent le lac Meech en Alberta, ça va confirmer l'idée de certaines personnes que c'est une question qui n'intéresse que les francophones et ce n'est pas suf-

# Marc Langevin candidat du PQ dans Outremont

## Le Chilien Victor Uribe mord la poussière

Jean-V. Dufresne

MARC LANGEVIN, vice-président du Parti Québécois dans Outremont et ingénieur à Hydro-Québec, a été élu hier candidat pour le 25 septembre. Il a défait son seul adversaire, Victor Uribe, à qui l'exécutif du comté s'opposait vigoureusement. D'origine chilienne, M. Uribe a récité un poème de Gilles Vigneault pour se rallier au choix de la convention. 155 partisans se sont prévalus de leur droit de vote.

Battu, il a été chaudement applaudi alors que durant son discours de candidature, un chahuteur n'hésita à le traiter de « paresseux », une accusation à laquelle le reste on n'a jamais donné d'explications.

La candidature de l'écrivain Claude Jasmin avait été écartée jeudi de cette semaine par les hautes instances du Parti à la suite de propos jugés mal venus sur les immigrants.

Candidat péquiste de souche, Langevin affrontera l'ex-président de la Société de développement industriel, M. Gérard Tremblay, choisi par Robert Bourassa pour succéder au ministre démissionnaire Pierre-C. Fortier.

Ce dernier avait obtenu 12,700 voix en 1985, contre 9,000 pour le Parti Québécois, alors représenté par Mme Andrée de Serres. M. René Denis avait récolté à peine 1,300 voix pour le NDP, à qui succède cette fois M. Jean-Guy Loranger, professeur de sciences économiques à l'Université de Montréal et depuis juin président de l'association néo-démocrate du comté.

Le scrutin de 1985 démontra aux libéraux, avec 37 % de voix péquistes,

que cette circonscription devenue cosmopolite n'accorde plus aux « rouges » une allégeance indéfectible. Si le candidat libéral est de l'étoffe dont on fait les ministres, il risque lui aussi de subir les contre-coups de la loi 178 dans une circonscription qui compte un fort contingent d'anglophones et d'allophones acquis à la langue anglaise.

D'autre part, la tentative de l'association locale pour imposer l'écrivain Claude Jasmin de préférence à M. Victor Uribe, d'origine chilienne, a valu aux péquistes d'Outremont une notoriété gênante.

Connu pour des opinions qui remontent à l'époque bucolique des « petites patries », M. Jasmin, notoire aussi pour sa méfiance à l'égard des immigrants qu'il trouve « méprisants », et des Juifs dont il se plaint qu'ils ne le saluent pas dans son quartier, s'est vu écarté de la candidature cette semaine par nul autre que M. Jacques Parizeau qui ne l'estime pas compatible avec les « profondes orientations du PQ » alors que l'exécutif du comté comptait précisément sur l'auteur de téléromans pour bloquer la candidature de M. Uribe. Faut-il rappeler que le président de l'association péquiste d'Outremont, M. Gérard Pelletier, partage tout à fait les vues de M. Jasmin notamment sur la communauté hassidim d'Outremont.

Mais le pot était cassé, et on doute que l'intervention du chef péquiste parvienne à dissiper le malaise que toute cette affaire a suscité.

Néanmoins, les péquistes d'Outremont n'ont pas manqué de générosité en versant \$64,000 à la caisse du parti cette année. L'association compte 1,700 membres. Près de 300 partisans assistaient à la réunion d'hier.

placés en différents points de la ville ont explosé, occasionnant d'importants dommages, a précisé la police.

Dix autres attentats ont été évités, les forces de police intervenant à temps pour désamorcer les charges.

Une centaine de policiers doivent arriver en renfort à Medellín où 4,000 hommes sont déjà à pied d'oeuvre, a précisé le maire.

De son côté, la IVe Brigade de l'armée se tient en état d'alerte maximum alors que des soldats armés de fusils automatiques parcourent les principales avenues.

Les bâtiments publics, dont l'accès est sévèrement contrôlé, font également l'objet d'une surveillance extérieure renforcée. Quant au maire de Medellín, il est aujourd'hui l'un des hommes les plus menacés et protégés du pays.

D'autre part, trois juges de Medellín, chargés de l'enquête sur les assassinats du gouverneur de Antioquia, d'une juge et du commandant de la police nationale, ont démissionné à la fin de la semaine et deux d'entre eux ont quitté la Colombie, a-t-on appris hier à Bogota de source judiciaire.

Les trois juges ont été menacés de mort ainsi que leurs familles et ont reçu des faire-part de leurs propres obscures, des lettres et des couronnes mortuaires, précise-t-on de même source.

À ce jour une centaine de juges colombiens ont renoncé à leur charge de manière irrévocable.

De son côté, le président colombien, M. Virgilio Barco, a ajourné la visite qu'il devait effectuer en septembre en Espagne en raison de la crise dans son pays.

Et les États-Unis ont conseillé hier à leurs ressortissants de quitter la Colombie, les avertissant qu'ils pourraient devenir les victimes de la guerre aux trafiquants de drogue.

« Ils présenteront aujourd'hui d'ailleurs à l'Organisation des États américains (OEA) des preuves de l'implication de l'homme fort du Panama, le général Manuel Antonio Noriega, dans le trafic de drogue. »

Lors de la réunion de l'OEA de la semaine dernière, le délégué du Panama avait mis au défi Washington d'apporter des preuves de l'implication du chef des forces de défense panaméennes dans le trafic de stupéfiants.

« À 32 ans, Monica de Greiff, présentement en mission aux États-Unis, occupe l'un des postes gouvernementaux les plus dangereux du monde : ministre de la Justice en Colombie. »

« S'ils veulent vous tuer, ils vous tuent, avec ou sans escorte », expliquait-elle peu de temps après son entrée en fonctions, le 16 juillet. Des appels téléphoniques anonymes le lui ont ensuite rappelé sans détours : « Tu es la prochaine. »

Mme de Greiff, mariée à un conseiller en relations publiques, est le huitième ministre de la Justice en trois ans.

« Mon fils a trois ans. Je ne crois pas qu'il saisisse toute l'ampleur du problème. Mais il en a une idée », expliquait-elle mardi à Washington.

Jeudi dernier, Mme de Greiff a reçu de nouvelles menaces de mort. Elle a réagi rapidement, et a pris un avion pour Washington, trois jours avant la date prévue. Des rumeurs faisant état de sa démission ont alors circulé.

Mme de Greiff et le président colombien Virgilio Barco ont démenti les rumeurs. « Je suis déterminée à ce que l'intégrité du système judiciaire survive à cette crise. J'espère jouer pleinement mon rôle en ce sens », réaffirme Mme de Greiff, venue aux États-Unis demander une aide supplémentaire de \$ 19 millions pour la lutte contre les trafiquants.

Monica de Greiff est diplômée de droit de l'Université du Rosaire de Bogota, une institution catholique réputée. Elle est entrée au gouvernement en 1986.

« C'est un débat qui doit être fait par l'ensemble de mes collègues. »

Marcel Masse pense que le débat sur cette question a trop été identifié aux francophones et qu'il faut maintenant l'élargir pour convaincre plus de gens du bien-fondé de l'entente. Les ministres conservateurs québécois ont fait beaucoup d'efforts au Québec pour bien faire comprendre que l'entente était souhaitable pour le Québec. « Cet effort n'a peut-être pas été fait avec assez de vigueur ailleurs au pays », a-t-il dit, ajoutant « qu'il n'est cependant pas trop tard. »

Le ministre Masse estime qu'il faudra également convaincre le Canada anglais que les actions du gouvernement Bourassa sur la langue, en particulier la loi 178, ne sont pas directement reliées à l'entente du lac Meech. « La preuve, dit-il, c'est que le gouvernement a adopté sa loi et que l'entente du lac Meech n'est pas ratifiée. C'est un pouvoir que le Québec possède déjà même sans l'entente. »

La rencontre du comité des priorités du cabinet Mulroney au lac Meech visait à préparer la rentrée parlementaire prévue pour le 25 septembre prochain. Deux autres réunions du comité doivent avoir lieu d'ici là. Le vice-premier ministre Don Mazankowski a peu élaboré sur les sujets abordés lors de ces deux jours. Il a réitéré l'intention du gouvernement de présenter un projet de loi sur l'avortement cet automne. Il a cependant refusé de dire si le cabinet était parvenu à un consensus sur cette question. Monsieur Mazankowski a également confirmé que la décision du cabinet concernant l'avenir de Via Rail ne sera connue que dans quelques semaines.

## ◆ Bogota

sumes du Cartel de Medellín, avait pour sa part lancé un appel au dialogue.

Par ailleurs, Eduardo Martínez Romero, 35 ans, trésorier présumé du Cartel de Medellín, arrêté il y a une semaine, s'est vu notifier l'acte d'extradition lancé contre lui par la justice américaine. Il a cinq jours pour faire appel.

Les forces de l'ordre ont aussi annoncé neuf nouvelles opérations dans diverses régions du pays, Barranquilla, Cali et Santa-Marta, contre des propriétés appartenant à des personnes soupçonnées d'être liées aux trafics de drogue.

Le maire de Medellín, la seconde ville de Colombie, Juan Gomez Martinez, a déclaré que le couvre-feu visait à rassurer les trois millions d'habitants qui depuis le 24 août vivent au quotidien une série d'attentats à la dynamite dans la ville.

Medellin est le siège du cartel de la drogue de même nom, qui, selon le Bureau de lutte anti-drogue américain (DEA), est à l'origine de 80 % des importations de cocaïne aux États-Unis.

M. Gomez Martinez a déclaré : « Nous avons décidé de prendre cette mesure devant la situation tendue qui règne en ville, et en raison de la répétition quotidienne des attentats à la dynamite. »

« Nous pensons que le « narco-terrorisme » allait être transitoire mais lorsque nous avons vu que chaque nuit la police devait désamorcer de nouvelles charges d'explosif, nous avons décidé d'instaurer le couvre-feu pour tranquilliser la population », a expliqué le maire.

La police a pu éviter dans la nuit de mardi à mercredi, un attentat qui aurait été le plus grave de tout ceux commis à ce jour.

Quatre charges explosives ont été désamorcées à 3 mètres environ des entrepôts d'une distillerie d'alcool où sont stockées d'importantes quantités de liqueur.

Depuis le 24 août, 16 « bombes »